



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

programmation pluriannuelle de l'énergie

Question au Gouvernement n° 1445

Texte de la question

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

M. le président. La parole est à M. Bruno Joncour.

M. Bruno Joncour. Monsieur le Premier ministre, notre pays traverse un moment de grande tension, dû à la fois au contexte économique et à des décennies d'immobilisme...

M. Éric Ciotti. Et à la politique du Gouvernement !

M. Bruno Joncour. ...de la part des dirigeants politiques successifs, qui n'ont pas su tracer de perspectives d'avenir.

Mme Émilie Bonivard. Y compris Emmanuel Macron !

M. Bruno Joncour. Cela nous conduit aujourd'hui à devoir faire des choix politiques difficiles.
(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.)

Cette majorité, depuis son entrée en fonction, a voté des dispositions pour rendre l'économie du pays plus compétitive, pour lui redonner sa place et son poids au plan européen, pour qu'elle amorce enfin une véritable transition écologique.

M. Fabien Di Filippo. Quel enthousiasme !

M. Bruno Joncour. Pour autant, l'inquiétude d'une partie de nos concitoyens est là. Nous devons y répondre, répondre à ceux qui connaissent des difficultés du quotidien en raison des contraintes qui pèsent sur leur situation d'aujourd'hui et fragilisent leur situation de demain.

Monsieur le Premier ministre, la solidarité est un lien qui doit unir l'ensemble des membres de la communauté nationale. Or, comme toute chaîne, elle ne tient que par son maillon le plus faible. Le Président de la République a annoncé ce matin vouloir nouer un dialogue avec nos concitoyens. Pour aborder l'ensemble de ces questions et prendre les dispositions concrètes qu'impose la situation actuelle, il faut réunir et consulter l'ensemble des acteurs du pays et de ses territoires, dans un esprit de dialogue, d'écoute et de responsabilité, en cherchant l'équité sociale et territoriale, en refusant et en condamnant toute forme de violence. Les acteurs sociaux, ces derniers jours, ont tendu la main. Il est temps de la saisir pour parvenir à renouer un pacte social, dans une volonté d'apaisement et de responsabilité collective.

Monsieur le Premier ministre, comment cette concertation, qui doit être concrète et rapide, peut-elle s'organiser

sur l'ensemble du territoire ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Je salue, monsieur Joncour, le ton très mesuré de votre question et l'état d'esprit qui vous anime, cette volonté d'écouter la voix des Français, quels qu'ils soient. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.*) Vous êtes élu d'une terre que je connais bien : la Bretagne, où l'on a déjà connu des éruptions contestataires – à l'époque, c'était un autre habit et d'une autre couleur, je veux parler des bonnets rouges.

M. Marc Le Fur. Très bien, les bonnets rouges !

M. François de Rugy, ministre d'État. En même temps, la Bretagne est une terre qui sait ce qu'est la démocratie sociale, cette capacité à faire dialoguer les élus locaux, le patronat et les syndicats. C'est là une tradition à laquelle nous pouvons nous référer, tout en faisant preuve d'écoute et de considération à l'égard de celles et ceux qui se mobilisent autrement, surgissant dans le débat public de façon inattendue, avec des modes d'action et des mots d'ordre qui, sans être toujours cohérents, n'en doivent pas moins être entendus.

C'est pourquoi le Président de la République nous a demandé de travailler à une méthode innovante, associant en même temps, dans des débats sur les territoires – et non dans une grande conférence nationale sociale ou environnementale –, les « corps intermédiaires », comme on dit, les élus locaux et les parlementaires qui voudront y participer, mais aussi les associations, les syndicats et ceux de nos citoyens qui ont pu s'engager dans le mouvement des gilets jaunes.

C'est ainsi, selon nous, que l'on pourra trouver des solutions. Certes, nous devons être à la hauteur de l'enjeu du climat et de l'énergie, mais nous devons aussi adopter des mesures à hauteur d'homme et de femme. C'est ce à quoi nous nous emploierons avec nos concitoyens, afin de faire émerger une écologie solidaire et populaire. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Bruno Joncour](#)

Circonscription : Côtes-d'Armor (1^{re} circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1445

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [28 novembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 novembre 2018](#)